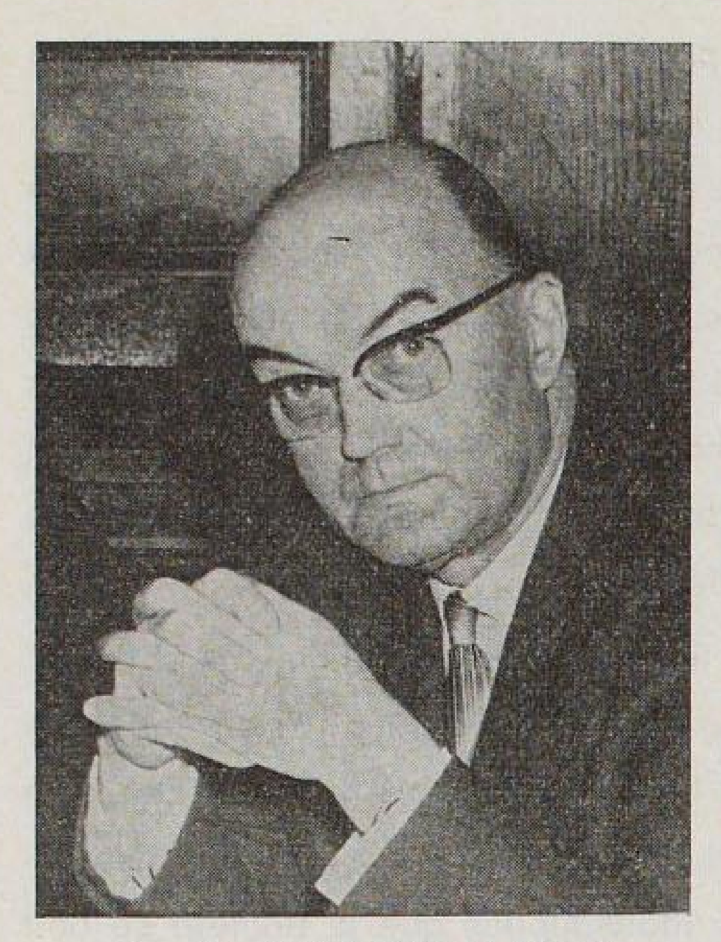
ELECTIONS LEGISLATIVES — 9e CIRCONSCRIPTION DE LA GIRONDE
SCRUTIN DU 4 MARS 1973



Camille BORNERIE-CLARUS
Economiste
Né à Sainte-Foy-la-Grande
Ancien Prisonnier de Guerre

LES CANDIDATS

Indépendants Républicains Libéraux

CAMILLE BORNERIE-CLARUS ET Docteur Alain MONIOT



Docteur Alain MONIOT
Médecin
Né au Bouscat
Demeurant à Libourne

vous parlent :

A tous ceux qui n'acceptent pas la désincarnation de la Société **apparaît la nécessité de se comprendre, de se rassembler, de se retrouver pour provoquer le sursaut national.**

Peu à peu, en effet, l'homme est cerné par des barreaux d'obligation, d'immatriculation, de réglementation, de cotisations qui, sous le prétexte fallacieux d'assurer sa défense, l'incorporent insidieusement dans des féodalités où il fait nombre sans le savoir, parle sans s'en douter, exige sans exigence. Strictement, il ne comple plus, il est aboli. L'individu n'est plus qu'un numéro de l'utérus au sépulcre. Sa liberté, sa volonté politique, sa conscience civique, sont aujourd'hui absorbées par un mythe délétère et suicidaire : la technocratie.

L'Etat qui, au sens noble du terme des Sociétés civilisées, devrait être la famille des familles, n'est qu'un monstre sans cellule, sans viscères. L'unité primordiale ne compte plus, tous les raisonnements, toutes les entreprises ne relèvent que de la considération des masses, des multitudes anonymes à l'instinct grégaire lorsqu'elles s'agglutinent comme des troupeaux. C'est le règne du nivellement dans la médiocrité stagnante.

Certes, une certaine élite émerge et cette élite est éminemment créatrice, mais la confusion est telle que rendue au bout de l'impuissance et douée d'une logique interne et irrésistible elle augmente la confusion jusqu'à l'ultime degré de la perfection, chaque fois que l'on tente de la clarifier. La technocratie féconde naturellement un régime frappé de sclérose. Voilà le mal qui épuise la Nation, atteinte maintenant dans ses œuvres vives.

Un peuple qui confond liberté avec anarchie, égalité avec égalitarisme, fraternité avec irresponsabilité, dirigisme avec direction, est inexorablement condamné à la perdition. Y a-t-il un procès à faire ? Oui, bien sûr, il y en a un. Sous le prétexte d'épargner au peuple des luttes sociales, nous nous sommes dotés de grandes Ecoles qui nous ont donné « ces ânes savants » désincarnés que sont les technocrates, ne voyant le salut que dans un dirigisme qui frappe d'ostracisme toute initiative indivi-

duelle. **La technocratie a tué l'homme-créateur pour donner naissance à l'homme-créature subissante. Il faut rompre. La fin du dirigisme n'est pas seulement inéluctable, elle est une nécessité salutaire.**

La morale est un produit sociétaire et le social est un produit matériel. La crise de civisme dans laquelle nous sommes plongés doit nécessairement poser une interrogation. Laquelle ? Partant du principe que le Christ n'est pas l'affaire d'une seule chapelle, il faut convenir de l'impérative nécessité de la mission temporelle des Eglises. Dans l'homme, il y a par-dessous tout deux choses : des besoins et des facultés. Par les besoins, il est passif ; par les facultés, il est actif. Par les besoins, il appelle ses semblables à son secours ; par ses facultés, il se met au service de ses semblables. Les besoins sont l'indication que Dieu donne à la Société de ce qu'elle doit à l'individu. Les facultés sont l'indication que Dieu donne à l'individu de ce qu'il doit à la Société. En clair, il est dû davantage à qui a le plus de besoins et il est permis d'exiger davantage de celui qui a le plus de facultés.

Mais attention. L'homme a des besoins physiques dont la nature assigne elle-même la limite. Il a des besoins moraux qui, dans une Association régulière et progressive, trouveraient à se satisfaire et à se développer collectivement. Mais, ne perdons pas de vue les besoins purement factices que crée une Société vicieuse et corrompue et d'où peuvent naître des exigences extravagantes qui ne constitueraient finalement, dans une Association régulière, que des maladies individuelles que la Société se doit de guérir et non d'alimenter.

Le test matériel d'une politique sociale, c'est le progrès du revenu national réel par habitant. Le test moral, c'est le respect de la personne humaine, c'est l'harmonie relative des travailleurs et des employeurs, des consommateurs et des distributeurs. Tout découle de ces évidences axiomales. Aucune entreprise, aucune famille ne pourrait subsister en gérant ses ressources comme l'Etat dirigiste et technocratique gère les ressources de la Nation. Aucune Société humaine ne peut échapper au retour aux âges obscurs si la désagrégation morale se poursuit.

Les principes exposés ici ne sont que les grandes lignes de la politique qui nous inspire. Ce n'est donc que l'esquisse d'un programme assez clair et précis pour que les hommes qui ne se résignent pas y trouvent des motifs de satisfaction et d'espérance. Il s'agit de combler le vide dans lequel nous risquons à chaque instant de plonger la tête en avant et au fond duquel se diluent toutes les espérances. **Il faut donc réhabiliter l'homme, la famille, la responsabilité, source de richesses incommensurables. Bien entendu, le libéralisme moderne doit prendre conscience de ses obligations sociétaires, mais au lieu de fuir ses responsabilités, il doit les accroître, et, par-dessus tout, il doit défendre ses instruments de travail, car ce faisant il défendra tous les Français.** Il est superfétatoire d'insister sur nos conceptions dans les domaines que nous venons d'évoquer de façon trop laconique et aussi bien de préciser nos appréciations et jugements impitoyables des égarements actuels. Il s'agit d'œuvrer pour tous, jeunes et adultes, pour ceux d'aujourd'hui et de demain. Nos ambitions personnelles se limitent strictement à cette noble satisfaction. Est-ce trop demander que d'inviter ceux qui pensent comme nous à se joindre, enthousiastes, à notre effort, **en votant pour les INDEPENDANTS REPUBLICAINS LIBERAUX :**

Camille BORNERIE-CLARUS et Docteur Alain MONIOT

ECONOMISTE — MEDECIN

et en mettant un terme à la carrière beaucoup trop longue de M. Robert Boulin, le plus ancien Ministre de cette République, dont les responsabilités dans la faillite de la Société sont écrasantes.

IMP. R. OTTAVIANI - LIBOURNE